

<p style="text-align: center;">Commune de SAINT-HIPPOLYTE Haut-Rhin</p>

Saint-Hippolyte, le 10 septembre 2020

Arrêté permanent n° 48/2020

réglementant la circulation sur voies communales et chemins ruraux en et hors agglomération
et routes nationales

et routes départementales en agglomération au droit des chantiers exécutés ou contrôlés par les occupants
de droit du domaine public, les concessionnaires des réseaux, les propriétaires ou exploitants de réseaux
autorisés à occuper le domaine public routier.

Le Maire de la Ville de SAINT-HIPPOLYTE,

- VU** la Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6, L.2541-1, L.2542-2, L.2544-1, L.2542-2, L.2544-1, L.5815-1, L.5816-1,
- VU** le Code de la voirie routière,
- VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
- VU** la loi n°91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels,
- VU** l'article R.610-5 du Code pénal,
- VU** le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-2 à R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28, R.414-14,

CONSIDERANT le caractère constant et répétitif de certains travaux nécessaires à l'extension, à l'exploitation des réseaux de distribution publique ou de salubrité publique et d'intérêt public, au raccordement des riverains ainsi qu'aux travaux d'entretien et de maintenance,

ARRETE

ARTICLE 1 : La réglementation prévue à l'article 2 du présent arrêté est imposée au droit des chantiers concernant des interventions en sous-sol intéressant les voies communales, les routes départementales, les routes nationales ou agglomération, les voies communales et les chemins ruraux hors agglomération, exécutés ou contrôlés par les occupants de droit du domaine public, les concessionnaires de réseaux, les propriétaires et exploitants de réseaux ainsi que les entreprises mandatées par ces derniers.

ARTICLE 2 :

- a) Pour les travaux énumérés à l'article 1 du présent arrêté, une signalisation doit être mise en place.
Des panneaux fixant la vitesse maximale à 30 km/h ou 50 km/h selon les conditions du chantier devront être installés aux abords du chantier.
- b) Des panneaux devront annoncer le début et la fin du chantier de jour comme de nuit.
- c) Une interdiction de dépasser ainsi qu'un alternant réglé par piquet K10, panneaux C18 et B15 ou feux de chantier pourront également, le cas échéant, être mis en place.

- d) Des déviations pourront être mises en place à l'intérieur de l'agglomération si les circonstances l'exigent, après accord du Maire.

Toutes autres restrictions, ainsi que la réglementation de la circulation au droit des chantiers non visés par le présent arrêté devront faire l'objet d'un arrêté particulier.

ARTICLE 3 : La réglementation prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté pourra être imposée au droit des chantiers désignés ci-après, de caractère constant et répétitif :

- création et extension des réseaux
- reprise et réparation de réseaux existants
- réalisation ou réparation de branchements particuliers
- traversées de chaussées par des canalisations
- travaux topographiques et en général, tous travaux assurant la bonne pérennité et le bon fonctionnement des réseaux mis en place.

ARTICLE 4 : La signalisation des chantiers sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8^{ème} partie- signalisation temporaire). Elle sera mise en place sous la responsabilité du titulaire des accords techniques ou du bénéficiaire des permissions de voirie délivrées, du propriétaire ou de l'exploitant du réseau ou de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 5 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) ainsi que si l'état de la route et ses abords ne mettent pas en jeu la sécurité des usagers.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté qui sera publié et affiché au lieu habituel sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Haut-Rhin
- l'Unité Routière Départementale de Colmar
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Ribeauvillé
- Monsieur le Président de la Brigade Verte

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Le Maire,
Claude HUBER

